L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 7 MAI 1886. 59me Année

Dufour & Donnet,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 7 MAI 1886.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par Henry Stern & Co., à leur salle de vente, No 32 rue de Chartres—Bottes et souliers, installations de magasin, vitrines et ball non expiré de la propriété No 225 rue Orléans connue comme le "Blue Shoe Store."

Le manifeste de M. Gladstone.

De tous les hommes d'Etat qui occupent en ce moment la scène, dans les deux mondes, M. Gladstone est, incontestablement, celui qui mérite le plus l'estime, le respect de l'humanité. On n'a jamais joint à une si grande justesse de coup d'œil une aussi ferme détermination de la volonté, une aussi vive ardeur dans l'action. Chose remarquable—dans l'œuvre qu'il poursuit avec tant d'éclat, en faveur de l'Irlande, on aperçoit, clairement, le but bienfaisant, mais on a beau étudier et scruter le plan proposé, épier les actes les plus secrets de l'homme, on n'y surprend aucune des habiletés malsaines, aucune des astuces perfides qui caractérisent presque toutes les grandes entreprises des meneurs des peuples. On voit bien à qui la réforme doit être utile, on ne voit pas à qui elle peut nuire. Il y a, dans l'histoire, bien peu d'exemples d'une révolution politique de cette nature, intéressant et passionnant également deux races voisines, animées d'une haine séculaire mutuelle et devant tourner, tout à la fois, au profit de l'une et de l'autre. Le projet de M. Gladstone a, en effet, cela de particulier, qu'il relève l'Irlande en même temps qu'il donne à l'Angleterre toute la paix, toute la sécurité intérieure, compatible avec sa situation économique. C'est là ce qui en fait la grandeur, c'est aussi ce qui lui attire tant d'oppositions, car il est donné à bien peu d'hommes d'Etat de s'abstraire des mesquineries de l'esprit de parti, des animosités internationales, pour planer dans des régions supérieures et y travailler, dans une impartialité suprême, au bien de tous, amis et ennemis. Du coup, M. Gladstone s'élève d'un côté, au dessus des Salisbury, des Hartington, qui restent confinés dans leur Torysme ou leur étroit libéralisme aristocratique; de l'autre, au-dessus de M. Parnell, qui poursuit une œuvre exclusive après tout, si légitime, si patriotique qu'elle soit, et si sincèrement, si ardemment que nous y applaudissions.

Il y a tant de largeur dans les vues du vieux chef du libéralisme anglais que quand ses adversaires lui jettent, brutalement, à la tête l'Ecosse et le Pays de Galles comme de nouveaux dangers qu'il vient de créer à son pays; quand ils lui reprochent d'avoir fait surgir un quatrième royaume de ces deux vastes provinces de la Grande-Bretagne—il leur répond, avec le sangfroid d'un homme qui a prévu l'objection: "Eh bien, oui, ce que je demande pour l'Irlande, je suis prêt à le réclamer pour le Pays de Galles et pour l'Ecosse; tous les deux auront leur tour."

"Comment ne voit-on pas, ajoute-t-il, qu'au suscitant cette nouvelle terreur, qu'un rien de terrifiant—du Home Rule ou faveur de deux vastes régions de l'Empire Britannique, on ne fait que travailler au succès de la question irlandaise?"

Il y a, dans tout cela, de quoi dérouter le patriotisme anglais, le plus étroitement égoïste, le plus routinier, le plus arriéré, que nous connaissions. Chose incroyable, unique dans l'histoire de l'humanité, les successeurs de Guillaume le Conquérant, qui se piquent de libéralisme plus que tout autre peuple du monde moderne, sont arrivés à la fin du dix-neuvième siècle, presqu'au seuil du vingtième, avec les idées, les mœurs et les institutions du seizième. Il est temps de mettre fin à ce monstrueux anachronisme. Ce sera la gloire de M. Gladstone d'avoir été le premier à le comprendre.

Un autre caractère de son œuvre, c'est d'être inévitable, fatale, *irrépressible*, pour nous servir de l'épithète rendue célèbre par l'illustre ministre américain, Seward. Avec un esprit dégagé de toute tradition d'un autre âge, de tout préjugé suranné, de toute routine, M. Gladstone a regardé la situation en face; quoi qu'il arrivât, quoi que l'on fît, il a vu clairement qu'il fallait en venir, tôt ou tard, bon gré malgré, au Home Rule. L'Angleterre étant acculée dans une impasse d'où elle ne pouvait sortir que par cette porte, il l'ouvrit pas à l'y engager. Une fois profondément pénétré de la nécessité de la réforme, il prit une détermination nette et ferme et il agit immédiatement en conséquence.

Voilà précisément ce qui fait l'homme d'Etat: avoir de la justesse dans le coup d'œil, et savoir apporter de la décision, de l'opportunité dans ses actes. Sous ce rapport, M. Gladstone est incomparable. Dans la politique intérieure, il dépasse de cent coudées M. de Bismarck dans la politique étrangère. Jamais le chancelier allemand n'a conçu un plan aussi grandiose, aussi juste, aussi acceptable pour toutes les parties intéressées. Qu'est-ce, auprès de cela, que le règlement de la question d'Orient, qui n'a fait que se compliquer, au lieu de s'arranger; que celui de la question franco-allemande, qui n'a réussi qu'à enrainer les haines internationales?

Le ministre réformateur vient de faire paraître un manifeste qui a provoqué un cri presqu'universel d'admiration. A quelle hauteur il s'y élève au-dessus de ses adversaires! Quelle modération dans le langage et quelle supériorité dans les idées! Avec quelle adresse il oppose la netteté et l'unité parfaite de son plan au fouillis inextricable de projets incohérents, insuffisants ou exagérés, et, surtout, contradictoires, de ses opposants, qui ne offrent au monde le spectacle—c'est son expression "une véritable Babel."

On s'étonne, tout d'abord, de ce arroi; après un moment de réflexion, on n'y trouve rien que de naturel. Au fond, les adversaires de M. Gladstone savent qu'il a raison; ils sont convaincus de la nécessité d'accorder l'autonomie à l'Irlande, mais les uns veulent retarder la réforme, les autres, la mitiger, quelques-uns même semblent jaloux de la haute situation que s'est faite l'éminent orateur et penseur. On dirait qu'il leur a volé leur idée à son profit, et leur amour-propre froissé se regimbe. Tous parlent d'un point de vue personnel ou de parti; ils raisonnent, agissent, motionnent en conséquence, et, comme il y a diversité, multiplicité, opposition dans les intérêts et les passions individuelles ou collectives qui les animent, il ne peut en résulter que le chaos devant le pays. M. Gladstone ne les domine tous que parce que, seul, il a su se placer à un point de vue général et qu'il ne vise qu'à assurer, à consolider l'avenir ébranlé de l'Empire.

Troisième fait à relever. L'opposition aux projets de M. Gladstone ne s'est manifestée qu'au sein du parlement, travaillé par l'esprit de parti. Dans la masse de la nation, en Angleterre, en Ecosse, on les a partout accueillis avec respect, avec sympathie, parfois même, avec enthousiasme. Les libéraux, les radicaux, les whigs, jusqu'aux conservateurs qui ont pris leurs vacances de Pâques, ont pu assister à ce spectacle; il leur a été permis de tâter le pouls de l'opinion publique, et, en particulier, de leurs commettants. Il est probable qu'éclairés par les manifestations auxquelles ils ont assisté, ils sont revenus, animés d'idées plus modérées, et que plus d'un y regardera à deux fois avant de persister dans l'opposition violente, systématique, à laquelle il avait cédé par entraînement. Si fortement pris que l'on soit dans les engreinages parlementaires, on relève, en définitive, de l'électeur, qui est le maître, et auquel il faut obéir, sous peine de se voir abominablement battu au prochain scrutin.

Il est donc possible de croire à l'adoption de l'autonomie irlandaise. Il se peut que, par suite de manœuvres, le vote en soit retardé de six mois, mais la réforme est dans les esprits, il faut qu'elle passe dans les faits, et ce sera l'éternel honneur de M. Gladstone de l'avoir amenée. Son nom y restera attaché, dut-elle être accomplie par ses ennemis.

Les souvenirs de M. de Sybel.

L'historien allemand M. de Sybel a publié, dans un numéro récent de la *Revue allemande*, un article intitulé: *Etudes à Paris (Pariser Studien)* dans lequel il raconte ses souvenirs littéraires et politiques de ses séjours à Paris, de 1848 à 1867. On sait—dit le *Journal des Débats* du 19 avril—que M. de Sybel est l'auteur d'une histoire remarquable de la Révolution française. Il sera intéressant de connaître les circonstances qui l'ont amené à entreprendre cet ouvrage, dont les travaux préparatoires l'ont mis en relations avec Napoléon III à un moment critique de l'histoire contemporaine.

M. de Sybel raconte que, en 1848, au moment de la révolution, il s'occupait en Allemagne de recherches sur la chute de l'empire romain, quand il lui vint l'idée, pour combattre les tendances communistes des républicains avancés allemands, de publier une petite brochure sur la misère qu'avait produite dans la lasse classe en France le socialisme des chefs de la Révolution de 1789. M. de Sybel fut fort étonné de ne trouver de matériaux pour ce travail ni chez Miguet, ni chez Thiers, ni chez Louis Blanc. Il se résolut à recourir aux archives. A Berlin, on lui refusa l'accès des archives des affaires étrangères; par contre, on lui donna une lettre de recommandation pour l'ambassadeur de Prusse à Paris.

En 1851, M. de Sybel vint dans cette ville et se rendit aux Archives nationales. M. de Sybel raconte qu'il demanda les actes du comité du Salut public. "L'employé, dit-il, descendit d'un rayon quelques cartons fort lourds et les jeta sur la table. Il en sortit un nuage de poussière, et comme je me récriais: "—"Monsieur, me dit l'employé, ayez du respect pour cette poussière. C'est de "la poussière de 1795; je puis vous affirmer en toute certitude que, depuis "cette époque, aucune main humaine "n'a touché ces cartons et ces actes; "vous êtes le premier qui demande à "les voir." M. de Sybel passa ensuite au dépôt de la guerre. "Un jour, raconte-t-il, je demandai à l'officier de service si ces Archives possèdent les actes relatifs à l'organisation des fameuses quatorze armées mises sur pied par le comité de Salut public. Il me répondit que le dépôt ne les avait conservées que par un hasard. Un jour, on avait amassé dans une des cours un énorme tas de papier destiné à passer au pilon. L'officier de service, en passant par là, avait avisé un document portant la signature de Carnot; il avait continué ses recherches et avait ainsi sauvé les pièces relatives à la levée en masse. "Quant aux quatorze armées, ajouta-t-il, elles n'ont jamais existé, c'est un "mythe révolutionnaire." M. Camille Rousset a démontré cela depuis dans son livre sur les volontaires de 1795.

M. de Sybel raconte encore une anecdote que nous croyons peu connue sur les documents relatifs à la capitulation de Baylen. Quand le général Dupont devint ministre de la guerre, il demanda immédiatement à voir les actes de son procès. L'officier de service, comprenant bien que les Archives ne renfermaient jamais en possession de ces documents, les prit, s'enferma dans une chambre avec du café et passa la nuit à les copier. Au matin, le travail était terminé; les originaux furent livrés au ministre et disparurent, mais les copies sont restées au dépôt de la guerre.

Dans ces diverses Archives, M. de Sybel avait été fort bien accueilli; par contre, il n'avait pas été admis à consulter les cartons du ministère des affaires étrangères. Mais, en 1861, nommé professeur à Bonn, il fit la connaissance, dans cette ville, de Mme Cornu, la sœur de lait de Napoléon III. M. de Sybel lui exposa ses regrets de n'avoir pu profiter des trésors d'informations qui se trouvent au dépôt des affaires étrangères. Mme Cornu se fit fort d'obtenir de l'empereur la permission que désirait l'historien allemand. Elle l'engageait à s'adresser directement à l'empereur. M. de Sybel rédigea donc une pétition; Mme Cornu lui écrivit que sa requête était admise, et M. de Sybel arriva en 1864 à Paris. Le 1er avril, il était appelé en audience aux Tuileries et renouvelait l'autorisation de poursuivre au ministère des affaires étrangères des recherches qui le firent revenir à Paris en 1867.

On connaît la situation politique à cette époque. La Prusse venait de battre l'Autriche. La France s'efforçait d'obtenir une compensation à ces succès soit sur les bords du Rhin, soit au Luxembourg; la guerre était menaçante, et les puissances tâchaient de s'entremettre entre les deux adversaires en convoquant une Conférence à Londres.

"Je m'empressai, raconte M. de Sybel, d'aller présenter mes hommages à l'empereur. Celui-ci vint rapidement à moi, et me dit: "Je suis heureux de "vous revoir. Eh bien! que dites-"vous de la politique de votre Monsieur "de Bismarck?" Et, tout aussitôt, Napoléon III m'expliqua avec beaucoup de vivacité que la Prusse lui avait promis d'abord de ne mettre aucun obstacle à l'annexion du Luxembourg par la France, et qu'au dernier moment, lorsque tout était convenu avec la Hollande, M. de Bismarck avait tout à coup refusé d'évacuer la forteresse.

"—Il n'a dupé, s'écria l'empereur, et un empereur des Français ne peut se laisser duper.

"Ses petits yeux, atones d'habitude, brillaient.

"—Eh bien, qu'en dites-vous? reprit-il. "Ce début ne me plaisait guère. Je ne voulais ni me faire fermer les Archives en excitant la colère de l'empereur, ni renier mes convictions. Je répondis que je n'étais pas parfaitement au fait de cette affaire. "Mais si M. de Bismarck "en a agi comme Votre Majesté vient "de le dire, il a commis une faute; M. "de Bismarck n'aurait pas dû promettre de consentir à l'annexion du Luxembourg; il aurait dû se dire que la nation allemande n'aurait pas toléré "l'exécution de cette promesse."

"Il s'ensuivit une discussion sur la fierté nationale en Allemagne et en France. Je crus m'apercevoir que Napoléon III, tout en désirant tenir compte des susceptibilités de sa nation, ne les partageait pas.

"—Bien, conclut-il, je respecte votre sentiment national; mais quel intérêt pouvez-vous avoir à conserver une misérable bicoque comme Luxembourg?

"—Sire, cette bicoque a donné à l'Allemagne quatre empereurs, souverains, je dois la reconnaître, fort médiocres.

"Il se mit à rire et me dit qu'à la Conférence on s'efforçait d'arriver à un accord honorable pour les deux parties. "J'en suis bien aise, ajouta-t-il, car autrement la guerre eût été terrible." A l'expression sérieuse avec laquelle il prononça ces mots, j'ai conclu depuis que, en 1870, il ne s'est décidé qu'à contrecœur, et sous la pression du parti de la guerre, à entreprendre la lutte contre la Prusse et l'Allemagne."

Tels sont les souvenirs de M. de Sybel sur une période scientifique et politique qui est déjà bien loin de nous.

Sébastopol sort décidément de son abandon. Le gouvernement russe, qui, en 1871, dès qu'il avait pu à nouveau entretenir une flotte dans la mer Noire, avait successivement désigné pour la recevoir Otzkhakoff et Nicolaiewsk, en est revenu à Sébastopol, qui a commencé à sortir réellement de ses cendres après la dernière guerre de Turquie. Un bataillon d'artillerie de forteresse y a été envoyé, et une direction des fortifications y a été établie. On travaille avec activité à rétablissement des forts, qui seront prochainement en état; bientôt, une puissante flotte pourra être réunie dans le port. Des officiers de marine en nombre sont envoyés en résidence dans la ville, et c'est maintenant un honneur d'appartenir à la flotte de la mer Noire

Placards anarchistes au Havre, France.

On lit dans le *Journal du Havre* du 19 avril:

Plusieurs placards séditieux ont été apposés, la nuit dernière sur les murs de notre ville et principalement dans le quartier Saint-François.

"Ces affiches, de moyenne grandeur et de couleur blanche et rouge, contenaient des appels à la populace rédigés dans un style des plus violents. Un libellé de ce genre avait été collé sur une des chaudières de l'aviso l'*Eure*, placée sur le terre-plein du bassin du Commerce, sous la mâture. Il y est resté assez longtemps pour qu'un grand nombre d'ouvriers employés à l'achèvement de ce transport-aviso, ainsi que les passants aient pu en prendre connaissance.

La police, dès qu'elle a été prévenue, a arraché le plus vite possible ces placards séditieux, qui, comme bien on pense, ne portent pas de nom d'imprimeur.

D'après ce que l'on nous rapporte, dès samedi dernier, plusieurs affiches, écrites au crayon sur papier rouge, avaient été apposées, déjà, dans quelques rues de notre ville.

Un morceau de l'une de ces proclamations au peuple, dont l'écriture était à moitié effacée par la pluie qui est tombée en abondance dans le courant de la nuit, contenait encore quelques mots dont nous avons pu déchiffrer les principaux que voici:

"Peuple.... Pleure—ou le jour (ce mot était à moitié effacé)—des revendications a sonné. Prépare vos bras, et vos armes pour la déf...."

A partir de ce mot, il était impossible de rien lire. Ce lambeau d'affiche était resté placardé dans la rue de l'Hôpital.

Hier dimanche, on n'en a plus rien trouvé: la pluie aura probablement détrempé la colle, et l'affiche sera tombée sous les pieds des passants indifférents.

Dans la rue du Bocage-de-Bléville, à l'encoignure du quai d'Orléans, une autre affiche a encore été trouvée, ce matin; elle a été détruite immédiatement.

Voici le texte des placards anarchistes auxquels nous faisons allusion plus haut:

"Au peuple!

"Peuple, depuis plus de deux mille ans, tu es esclave! Depuis vingt siècles, et plus, tu peines, souffres et meurs pour la satisfaction des exploiteurs! N'es-tu point las de cette existence misérable?

"Nas-tu pas la dignité humaine, peuple? N'as-tu pas du cœur, du sang, du nerf, que tu puisses utiliser, pour détruire le préjugé et renverser l'oppression?

"Peuple, que fais-tu sur la terre?.... On te dit: "travaille," et tu travailles; "chôme," et tu chômes; "marche, et tu marches." N'as-tu pas la liberté de vivre? Non. Alors!...

"Peuple, ton sang et eau, pour augmenter le patrimoine de brigands, qui te harcèlent! Produits, produits encore et toujours! consommés des usuriers, fructifiés-t-il, je demandai à l'officier de service si ces Archives possèdent les actes relatifs à l'organisation des fameuses quatorze armées mises sur pied par le comité de Salut public. Il me répondit que le dépôt ne les avait conservées que par un hasard. Un jour, on avait amassé dans une des cours un énorme tas de papier destiné à passer au pilon. L'officier de service, en passant par là, avait avisé un document portant la signature de Carnot; il avait continué ses recherches et avait ainsi sauvé les pièces relatives à la levée en masse.

"Quant aux quatorze armées, ajouta-t-il, elles n'ont jamais existé, c'est un "mythe révolutionnaire." M. Camille Rousset a démontré cela depuis dans son livre sur les volontaires de 1795.

M. de Sybel raconte encore une anecdote que nous croyons peu connue sur les documents relatifs à la capitulation de Baylen. Quand le général Dupont devint ministre de la guerre, il demanda immédiatement à voir les actes de son procès. L'officier de service, comprenant bien que les Archives ne renfermaient jamais en possession de ces documents, les prit, s'enferma dans une chambre avec du café et passa la nuit à les copier. Au matin, le travail était terminé; les originaux furent livrés au ministre et disparurent, mais les copies sont restées au dépôt de la guerre.

Dans ces diverses Archives, M. de Sybel avait été fort bien accueilli; par contre, il n'avait pas été admis à consulter les cartons du ministère des affaires étrangères. Mais, en 1861, nommé professeur à Bonn, il fit la connaissance, dans cette ville, de Mme Cornu, la sœur de lait de Napoléon III. M. de Sybel lui exposa ses regrets de n'avoir pu profiter des trésors d'informations qui se trouvent au dépôt des affaires étrangères. Mme Cornu se fit fort d'obtenir de l'empereur la permission que désirait l'historien allemand. Elle l'engageait à s'adresser directement à l'empereur. M. de Sybel rédigea donc une pétition; Mme Cornu lui écrivit que sa requête était admise, et M. de Sybel arriva en 1864 à Paris. Le 1er avril, il était appelé en audience aux Tuileries et renouvelait l'autorisation de poursuivre au ministère des affaires étrangères des recherches qui le firent revenir à Paris en 1867.

On connaît la situation politique à cette époque. La Prusse venait de battre l'Autriche. La France s'efforçait d'obtenir une compensation à ces succès soit sur les bords du Rhin, soit au Luxembourg; la guerre était menaçante, et les puissances tâchaient de s'entremettre entre les deux adversaires en convoquant une Conférence à Londres.

"Je m'empressai, raconte M. de Sybel, d'aller présenter mes hommages à l'empereur. Celui-ci vint rapidement à moi, et me dit: "Je suis heureux de "vous revoir. Eh bien! que dites-"vous de la politique de votre Monsieur "de Bismarck?" Et, tout aussitôt, Napoléon III m'expliqua avec beaucoup de vivacité que la Prusse lui avait promis d'abord de ne mettre aucun obstacle à l'annexion du Luxembourg par la France, et qu'au dernier moment, lorsque tout était convenu avec la Hollande, M. de Bismarck avait tout à coup refusé d'évacuer la forteresse.

"—Il n'a dupé, s'écria l'empereur, et un empereur des Français ne peut se laisser duper.

"Ses petits yeux, atones d'habitude, brillaient.

"—Eh bien, qu'en dites-vous? reprit-il. "Ce début ne me plaisait guère. Je ne voulais ni me faire fermer les Archives en excitant la colère de l'empereur, ni renier mes convictions. Je répondis que je n'étais pas parfaitement au fait de cette affaire. "Mais si M. de Bismarck "en a agi comme Votre Majesté vient "de le dire, il a commis une faute; M. "de Bismarck n'aurait pas dû promettre de consentir à l'annexion du Luxembourg; il aurait dû se dire que la nation allemande n'aurait pas toléré "l'exécution de cette promesse."

"Il s'ensuivit une discussion sur la fierté nationale en Allemagne et en France. Je crus m'apercevoir que Napoléon III, tout en désirant tenir compte des susceptibilités de sa nation, ne les partageait pas.

"—Bien, conclut-il, je respecte votre sentiment national; mais quel intérêt pouvez-vous avoir à conserver une misérable bicoque comme Luxembourg?

"—Sire, cette bicoque a donné à l'Allemagne quatre empereurs, souverains, je dois la reconnaître, fort médiocres.

"Il se mit à rire et me dit qu'à la Conférence on s'efforçait d'arriver à un accord honorable pour les deux parties. "J'en suis bien aise, ajouta-t-il, car autrement la guerre eût été terrible." A l'expression sérieuse avec laquelle il prononça ces mots, j'ai conclu depuis que, en 1870, il ne s'est décidé qu'à contrecœur, et sous la pression du parti de la guerre, à entreprendre la lutte contre la Prusse et l'Allemagne."

Tels sont les souvenirs de M. de Sybel sur une période scientifique et politique qui est déjà bien loin de nous.

Sébastopol sort décidément de son abandon. Le gouvernement russe, qui, en 1871, dès qu'il avait pu à nouveau entretenir une flotte dans la mer Noire, avait successivement désigné pour la recevoir Otzkhakoff et Nicolaiewsk, en est revenu à Sébastopol, qui a commencé à sortir réellement de ses cendres après la dernière guerre de Turquie. Un bataillon d'artillerie de forteresse y a été envoyé, et une direction des fortifications y a été établie. On travaille avec activité à rétablissement des forts, qui seront prochainement en état; bientôt, une puissante flotte pourra être réunie dans le port. Des officiers de marine en nombre sont envoyés en résidence dans la ville, et c'est maintenant un honneur d'appartenir à la flotte de la mer Noire

Les massacres en Annam.

Il y a un mois environ, un télégramme des Missions catholiques annonçait de nouveaux massacres qui venaient d'ensanglanter les provinces de la Cochinchine septentrionale. Voici quelques extraits de lettres de missionnaires relatives à ces douloureux événements:

Lettre de Mgr Caspar, vicaire apostolique de la Cochinchine septentrionale, à MM. les directeurs du séminaire des Missions étrangères de Paris.

Hué, le 13 février 1886.

.....

C'est un nouveau désert créé à la place de nos chrétientés, après tous ceux qui attristaient déjà la province limitrophe. Dix chrétientés réduites en cendres, quatre cent quarante-deux personnes massacrées et près de deux mille malheureux réfugiés sous les murs de la citadelle du chef-lieu pour y trouver abri et nourriture.

Seule la province de Hué et la partie nord de celle de Quang-Binh n'ont pas été jusqu'à cette heure ravagées et remplies de massacres par les lettrés. Encore faut-il rappeler que le Sud de ce vicariat, dans tout le pays qui s'étend de Hué à Tourane, ne possède plus une seule chrétienté depuis les malheurs de décembre 1883.

Les colonnes parties de Hué traversent en tous sens la province du Quang-Binh pour disperser les rebelles: mais si elles avaient pu hâter leur marche lors des premiers bruits de troubles, nos chrétientés auraient pu échapper au malheur qui les a frappées.

.....

L'ancien ministre de la guerre se trouve, dit-on, dans les montagnes qui longent la province de Quang-Binh; il aurait même provoqué cette nouvelle levée de boucliers et continuerait à entretenir des foyers d'insurrection dans toute la région d'Annam.

.....

Lettres de M. Héry, missionnaire de la Cochinchine septentrionale, à Mgr Caspar.

14 janvier.

Monseigneur,

De notre cher Quang-Binh chrétien il n'existe plus qu'une ombre, Sao-Bun; encore vas-t-elle s'évanouir aux lueurs de l'incendie qui la menace! Le Père Cotte est massacré; sa tête, portée en triomphe par tous les villages comme trophée de victoire, est déposée au pied du chef des égorgeurs; c'est l'inquisiteur suprême. Quatre cent huit chrétiens de ses paroisses sont montés au Calvaire avec lui et de là au ciel. Quels supplices! quelle barbarie! Les cadavres des femmes et des enfans éventrés sont surtout méconnaissables; tous sont réduits en mille pièces.

J'ai vu tant d'horreurs que je ne puis plus vivre.... Des chrétientés de Xuân-Hôi, Mi-Phusé, Day Phoug, il n'y a plus que des cendres, remuées vingt fois par l'avidité des païens égorgeurs, à qui l'on prétendait des trésors pour leur faire commettre des atrocités qui leur répugnaient, eux cependant peu délicats.....

Cent-quarante-six chrétiens survivent encore, hélas! pour mourir de faim chez moi, qui n'ai rien, pas même une farine aujourd'hui! Je sortirai en cachette. Avec une escorte due à la complaisance de M. le commandant de place de Quang-Binh, je suis allé les recueillir: impossible de donner aux victimes la plus humble sépulture, car dès le lendemain du massacre soudain, nous entourant de si près que nous avons dû nous replier sur le champ.

16 janvier.

A peine débarqué à Sao-Bun, je suis reparti à Phu-Viêt. Il n'était que temps: les chrétiens assaillis ne tenaient plus. Attaqué au milieu de l'embarquement, il a fallu livrer bataille à cent-cinquante brigands, tous armés. Le porte-étendard tué d'un coup de feu, le revolver, la bande a rebroussé chemin peu à peu. Mes quelques barques, trop chargées, ont failli couler vingt fois. A deux heures du matin, attaque de pirates au-dessous de Trum-Quan; mais, grâce à Dieu et à la Sainte-Vierge, nous en avons pu noyer quatre cent dix personnes de Phu-Viêt; les autres ont été égorgées. Les trois paroisses de Ho Cuoi, Phu-Viêt An-Dinh sont incendiées aussitôt après notre départ. En tournant la tête, nous voyions des flammes qui dévorent tout.... les chrétiens pleuraient. "La place est nette, disent les païens égorgeurs, nous vivrons en paix loin des Français."

17 janvier.

La paroisse de Mi-Luông est brûlée. Du couvent il ne reste rien, car le feu ne pardonne pas; c'est la destruction complète dont j'ai tant de fois entretenu Votre Grandeur; mais impossible de la prévenir et d'opposer un nouvel obstacle. J'ai recueilli les religieuses et les chrétiens, partie en barque, partie à pied à travers les dunes. Nous faisons halte tous les deux cents mètres, la peur nous enlevant le reste de forces que la faim nous laissait encore.

Dinh-Muối n'existe plus, vingt-cinq chrétiens ratenus dans le village sont brûlés ou égorgés, les autres sont restés deux jours cachés dans les broussailles, se nourrissant des herbes et autres fruits sauvages. Quand je suis allé à leur recherche, il n'existait presque plus personne.

Sao-Bun regorge: l'église, les maisons, les barques sont comblés, et pas de riz. Mon Dieu, miséricorde! Monsieur allons nourrir de faim avant que les lettrés ne nous immolent!

M. Charles Gounod vient d'écrire, pour le onzième volume des *Annales du théâtre et de la musique*, de MM. Edouard Noël et Edmond Stoullig, une très intéressante préface sur le théâtre cotemporain.

Nous en détachons un fragment sur la "claque":

Il y a, paraît-il, un usage dont il faut tenir compte dans la question complexe du théâtre; c'est ce qu'on nomme *la claque*.

La claque est, en quelque sorte, la *capsule* des applaudissements, la *mèche* des ovations; elle les fait partir. On prétend, à sa décharge—et le terme n'est point ici hors de situation—que rien n'est indispensable à la température des représentations, qui, sans elle, s'abaisserait d'une façon désastreuse.

Je ne sais si cela est bien certain, quoiqu'on en ait fait l'expérience, qui a paru concluante et devoir être laquelle on a reconnu qu'il fallait se rendre.

Ce que je veux seulement signaler, c'est que, du moins en principe et en théorie, c'est une falsification et une convention substituées à la spontanéité du public.

On répond à cela: Le public n'applaudit pas de lui-même; il faut l'y pousser. Faire du public une *sous-claque!* Pis que cela: faire croire à l'artiste que c'est le public qui l'applaudit; et il en arrive à le croire.

J'ai connu un artiste, voire même un artiste en renom, qui m'a dit ceci: "Nous avons beau savoir que tels et tels applaudissements sont convenus, réglés d'avance, souvent même *tarifés*, au moment où ils partent nous l'oublions!" Tant l'amour-propre, qui n'est que le besoin de *paraître*, et l'exagération du moi, finit par substituer l'illusion du simulacre à l'évidence de la réalité.

L'institution de la claque ne pourrait avoir qu'une raison d'être, ce serait de représenter une *minorité compétente*, en face d'une *majorité ignorante*. Or, ce n'est nullement le cas; elle n'est qu'une fraction et non un représentant de cette majorité. De plus, le public, au théâtre, est essentiellement et exclusivement une être d'*émotion*, et l'émotion ne dérive point d'un renseignement; elle est un fait absolument spontané, le résultat soudain d'une transmission qui exclut tout intermédiaire entre la cause et son effet. La claque représente donc, en définitive, un piège tendu à la crédulité du public et à la sincérité de l'artiste, une fabrique d'ovations préparées et de succès illusoires, le triomphe passager d'une cause sans lumière et sans chaleur sur le règne toujours varié de l'éternelle vérité.

Ah! si les artistes pouvaient soupçonner tout ce qu'ils gagneraient de grandeur réelle, d'influence, de persuasion durable, en ne s'appuyant jamais que sur la fidélité du savoir et la vérité de l'émotion!

☞ Voir l'annonce de la pension de Mme F Gonthier—pension privée—à Covington, paroisse St. Tammany. Louisiane

M. Dujardin-Beaumetz a lu, dans la dernière séance du conseil d'hygiène de la Seine, France, un rapport sur le décès par rage qui s'est produit, le 11 avril, à l'hôpital Beaujon. Il s'agissait d'un homme de vingt-huit ans, nommé R...., qui avait été mordu dans les premiers jours de février par sa petite chienne. L'animal était mort trois jours après, avec tous les symptômes de la rage.

R.... n'avait pas pris garde à cette morsure, et, de fait, jusqu'au 9 avril, sa santé fut très bonne. Mais ce jour-là il eut des maux de tête, des évanouissements. L'eau lui faisait horreur. Le lendemain, il se trouvait plus mal; il entra à Beaujon, où il mourait vingt-quatre heures après, dans un accès tabique.

En même temps que R...., la petite chienne avait mordu deux enfants de la même maison. On ne leur avait donné aucun soin, et ce n'est qu'après la mort de R...., le 12 avril, qu'on les conduisit chez M. Pasteur.

Négligence incompréhensible, dit justement M. Dujardin-Beaumetz, après la publicité donnée à la découverte de M. Pasteur:

"Jusque dans ces derniers temps, impuissants à guérir la rage, nous nous bornions, monsieur le préfet, à vous signaler des faits malheureux; il nous paraît aujourd'hui nécessaire d'ajouter que si le sieur R..... a succombé, sa négligence en est la cause.

"La publicité donnée aux belles découvertes de M. Pasteur devait, en effet, amener cet homme à se présenter au laboratoire de la rue d'Ulm immédiatement après la morsure, c'est-à-dire à la date du 10 février, et cela surtout après la mort du chien qui l'avait mordu.

"Ce fait de mort deux mois après morsure sur une partie découverte par un chien suspect de rage contraste heureusement avec les centaines d'observations où, par la méthode des inoculations, la préservation a été assurée, et c'est là une preuve éclatante de la sûreté de la méthode de notre illustre collègue.

"On est donc en droit d'affirmer que toute personne qui succombera désormais à Paris des suites de morsures d'un chien suspect de rage devra sa triste fin à la coupable négligence qu'elle aura mise à ne point recourir à un traitement curateur. Aussi, on ne saurait donner trop de publicité à de pareils faits.

"En terminant, je ferai remarquer que depuis la communication de M. Pasteur c'est le premier fait de rage humaine que j'aie à constater, tandis que l'année dernière le nombre des cas de rage humaine avait été de vingt. Cette disparition presque complète de la rage montre bien l'heureuse influence de la pratique des inoculations et la nuisance absolue que la population a mise dans cette méthode."

Le langage de l'amour, selon M. Edouard Pailleron:

—Les grands mots avant, les petits mots pendant, les gros mots après.

PICKWICK CLUB BUILDING,
No 140 rue du Canal.
B. TREMOULET
Vendu en gros et en détail VINS et LIQUEURS de toutes sortes, Comestibles de choix, etc.
Livraison à domicile 8 nov—1anPP

Bureaux du New Louisiana Jockey Club. Lettre A, Gallier Court—Nouvelle-Orléans, 1er mai 1886—Les membres du Louisiana Jockey Club sont prévenus qu'il sera donné un concert promenade avec danse, mercredi, 12 mai 1886. Ils sont en outre priés de venir que chaque invitation doit être signée et portée le nom de la personne invitée. Chaque membre doit n'avoir qu'un invitation sur lequel il se procurera en s'adressant à R. SINNOTT
do R. SINNOTT, Secrétaire.
do Chairman du comité exécutif.
7mai—3jl

Bureau de l'compagnie d'Assurance Mutuelle des Marchands, No 304 rue Canal Nouvelle-Orléans, 6 mai 1886—A l'élection annuelle des directeurs de la compagnie de la compagnie 5 avril, les messieurs suivants ont été élus MM.—
L. FEUCHTER, J. B. LALIANDE,
M. W. SMITH, D. A. CHAFFRAIN,
D. FATJO, JOS. SHAKSPEARE
A. FERNANDEZ, ALDEN McKAY,
PAUL CAPDEVIELLE, W. H. HOFINGER
et ARISTIDE DUBOIS
et à une réunion du Bureau des Directeurs tenue le Lundi 3 du courant, M. PAUL FOURCHY a été réélu Président. G. W. SCOTT, Sec.
mai7—3jl

ELKIN & CIE,
100...RUE DU CANAL...100
Nouvelle Importation de
JOINTLESS, DAMASK ET NATTES DE CHINE,
Qualité Supérieure.
Toiles Cirées,
Corticines Anglaises,
Stores,
RIDEAUX
De Madras, de Crète et de Dentelles.
Body Bruxelles, Tapisserie Bruxelles, 3 pli et Ingrain.
TAPIS
A Prix Réduits.
18avril—1 an.

COMPAGNIE D'ASSURANCES
FACTORS' AND TRADERS'
49.....Rue Carondelet.....49
Capital.....$200,000
Surplus.....70,425
ED. A. PALFREY.....Président
JOHN PHELPS.....Vice Président
THOS. F. WALKER.....Secrétaire
Surcursales:
M. W. A. Walther, Sous-Agent, Acadie-Annex est autorisé à prendre des risques d'incendie pour cette compagnie.
T. F. WALKER,
20 fév—6m Secrétaire.

P. BAREL,
Charpentier, menuisier et entrepreneur. No 22 et 24 rue d'Orléans, entre Royale et Bourbon. Nlle Orléans.
Fait sur commande des glacières pour la bière (lager) et des glacières pour l'eau
29mai—1mPP

LA MAISON
Anciennement établie de
Louis Grunewald,
127 rue du Canal, et de 18 à 22 rue Baronne.

Annonce respectueusement à ses clients qu'elle a récemment fait des réductions considérables dans les prix de ses célèbres pianos et orgues, afin d'en faciliter l'achat aux acquéreurs les plus économes; et, avec l'espoir d'en beaucoup vendre, elle a conclu des engagements les plus